



Identification : PM/2026-00318-JL

Émetteur : DG/CEAMAR/SMA/BALE
Repère support : JL

PROJET DE MARCHÉ

**APPROVISIONNEMENT D'YTTERBIUM
ENRICHİ EN
YTTERBIUM 176 A UNE VALEUR
SUPERIEURE A 96,5 %**

Indice	Date	Rédacteur	Approbateur	Approbateur Technique
0	02/2026	J. LARNAC	T. LYVINEC	V.BONHOURE



**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CENTRE DE MARCOULE
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE CEDEX**

MARCHÉ N°: 4000XXXXXX / XXXXX

OBJET : Approvisionnement d'ytterbium métal enrichi en isotope 176 à une valeur minimale de 96,5 %.

Entre,

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 Paris, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS 775 685 019, représenté par Mme Florence BART, agissant en qualité de Cheffe du département de recherche sur les procédés et matériaux pour les environnements complexes (DPME),

Ci-après dénommé "le CEA",

D'une part,

Et,

En cas de candidature individuelle

..... (nom de la société), Société..... (Forme de la société : SAS, SA...), au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par, agissant en qualité de,

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "les Parties".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

En cas de candidature en groupement

Le Groupement Momentané d'Entreprise (**Solidaire ou Conjoint**), composé comme suit :

..... (**nom de la société**), **1^{er} cotraitant, Mandataire Solidaire du Groupement**, Société.....
(**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au,
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS
....., représentée par, agissant en qualité de,

Et,

..... (**nom de la société**), **2^{ème} cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de,

Et,

..... (**nom de la société**), **3^{ème} cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de,

ET,

..... (**Le soumissionnaire peut ajouter d'autres cotraitant en mentionnant les mêmes informations que celles demandées supra.**)

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Objet	5
ARTICLE 2	Documents contractuels	5
ARTICLE 3	Nature et etendue du marché.....	5
3.1	Prestations fermes.....	6
ARTICLE 4	Conditions financières	6
4.1	Détails des prix	6
4.1.1	Prestations fermes	6
ARTICLE 5	Paiement du prix.....	6
5.1	Termes de paiement.....	6
5.1.1	Prestations fermes	6
5.2	Modalités de facturation	6
5.3	Régime fiscal	8
ARTICLE 6	Approvisionnement et réception	8
6.1	Approvisionnement	8
6.2	Réception.....	8
ARTICLE 7	Durée et délai	9
7.1	Délai d'exécution des prestations.....	9
7.2	Durée du marché	9
ARTICLE 8	Pénalités	9
8.1	Pénalités de délais	9
ARTICLE 9	Conditions particulières d'exécution	9
9.1	Interlocuteurs	9
ARTICLE 10	Sous-traitance.....	10
ARTICLE 11	Compétence juridictionnelle	10
ANNEXE 1 : Clauses génériques.....		11
ANNEXE 2 : Clauses de protection des informations		14

ARTICLE 1 OBJET

Le présent marché a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire réalise l'approvisionnement d'ytterbium métal enrichi en isotope 176 à une valeur minimale de 96,5 %.

Les prestations du présent marché sont assurées pour le compte de la Direction des Energies (DES), Institut des Sciences et technologies pour une Economie circulaire des énergies bas Carbone (ISEC), Département de recherche sur les Procédés et Matériaux pour les Environnements complexes (DPME), Service d'Etudes et d'Intégration des Procédés (SEIP), Laboratoire de Développement des Procédés de Séparation isotopique (LDPS).

ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché, ses annexes et ses éventuels avenants, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Code de Sécurité de Marcoule *,
- Le Cahier des Charges référencé DES/ISEC/DPME/SEIP/LDPS/DL 2026-006 du 30/01/2026 et ses annexes, ainsi que les documents associés,
- Le Règlement applicable aux Entreprises Extérieures intervenant sur le site de Marcoule référencé CSAE PR 105 à l'indice en vigueur *,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA dans leur édition du 1^{er} janvier 2022,
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières de janvier 2021,
- L'offre du Titulaire réf. du, à titre supplétif. **A renseigner par le soumissionnaire.**

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

*Documents consultables sur le site <https://www.cea.fr/Marcoule/Pages/EE.aspx>

ARTICLE 3 NATURE ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché de fournitures au sens de l'article L.1111-du Code la commande publique.

Son étendue est précisée dans le Cahier des Charges et ses annexes qui sont applicables sans restriction ni exclusion.

Les prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des exigences et fonctionnalités exprimées par le CEA dans le cahier des charges. En cas de refus de la part du CEA de valider la réception de l'approvisionnement de l'ytterbium, le titulaire s'engage à effectuer une nouvelle livraison à ses frais conformément au cahier des charges.

Ces prestations issues du cahier des charges, mentionné à l'article 2 supra, comprennent :

3.1 PRESTATIONS FERMES

- L'approvisionnement d'ytterbium métal enrichi en isotope 176 à une valeur minimale de 96,5 % y compris les coûts, frais principaux et accessoires engendrés par les approvisionnements,
- Les frais de transport.

Les prestations et les livrables attendus au titre des prestations fermes sont détaillés au cahier des charges, cité à l'article 2 supra.

ARTICLE 4 CONDITIONS FINANCIERES

4.1 DETAILS DES PRIX

4.1.1 Prestations fermes

Le prix des prestations fermes du marché est fixé à la somme forfaitaire et ferme de :

..... € HT

Soit, en toutes lettres :

A renseigner par le soumissionnaire.

ARTICLE 5 PAIEMENT DU PRIX

Le prix comprend les appointements, salaires, frais de déplacement et de séjour du personnel, les charges sociales, le bénéfice, les aléas liés au déroulement de la prestation, et plus généralement, toutes sujétions nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

5.1 TERMES DE PAIEMENT

Les prestations sont facturées sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA.

5.1.1 Prestations fermes

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- 10 % du montant HT des prestations fermes du marché, à signature du marché,
- 90% du montant HT des prestations fermes du marché à la réception de la fourniture.

5.2 MODALITES DE FACTURATION

Fournisseur français

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,

- Le code service : **VRH-C ou FMD-C** (sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché),
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

Fournisseur étranger :

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service : **VRH-C ou FMD-C** (sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché),
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en un (1) seul exemplaire à l'adresse ci-dessous :

CEA
Centre de SACLAY
Service S3C – Comptabilité FOURNISSEURS
Bâtiment 530 - Point courrier 75
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

5.3 REGIME FISCAL

Le Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. S'agissant de livraison de biens, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété. En cas de versement préalable d'un acompte portant sur des livraisons de biens, la TVA devient exigible au moment de son encaissement, à concurrence du montant encaissé, à condition que les biens soient désignés avec précision. S'agissant de prestations de service, chaque terme de paiement est assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 6 APPROVISIONNEMENT ET RECEPTION

6.1 APPROVISIONNEMENT

Tous les coûts, frais principaux et accessoires engendrés par les approvisionnements sont réputés inclus dans le prix du Marché.

Le Titulaire assure le transport des matériaux et matériels nécessaires à l'exécution du Marché quelles que soient les difficultés de ce transport.

Le Titulaire est tenu d'employer les espèces et qualités de matériaux prévus au Marché et de communiquer le détail de leur composition et leur provenance.

6.2 RECEPTION

A la livraison, le CEA se réserve le droit d'effectuer sur site un contrôle qualitatif et quantitatif de la Fourniture sous 21 jours à compter de la livraison (hors de délais des formalités de dédouanement) et vérifie sa conformité par rapport aux spécifications du cahier des charges cité à l'article 2.

La Fourniture n'est acceptée par le CEA que si les contrôles sont conformes aux conditions contractuelles tel que mentionné dans le cahier des charges.

La signature du procès-verbal de réception entraîne le transfert de propriété de la Fourniture.

ARTICLE 7 DUREE ET DELAI

7.1 DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

T0 étant la date de notification du présent marché, le Titulaire doit respecter le délai suivant :

- livraison de la Fourniture : T0 + 30 jours (calendaires),

Une livraison anticipée est possible avec l'accord écrit du CEA.

7.2 DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché est la période durant laquelle le marché est en vigueur. Le présent marché sera réputé terminé suite à l'exécution complète des obligations découlant du présent marché.

ARTICLE 8 PENALITES

La somme des pénalités ne peut dépasser 10% du montant total hors taxes du marché.

Les pénalités appliquées ne sont pas restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

8.1 PENALITES DE DELAIS

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA est modifié comme suit :

- En cas de non-respect des délais contractuels, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 350 euros par jour calendaire de retard.

- Par ailleurs, en dehors des cas visés à l'alinéa ci-dessus, dans l'hypothèse où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure et pour le cas où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA applique une pénalité de 350 euros par jour calendaire de retard.

ARTICLE 9 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

9.1 INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du marché, les parties désignent comme interlocuteurs :

	Techniques	Contractuels
Pour le CEA	Vincent BONHOURE, Ingénieur Tel : 04-75-50-73-53 Courriel : vincent.bonhoure@cea.fr	Jérôme LARNAC, Acheteur Tel :04-66-79-61-78 Courriel : jerome.larnac@cea.fr
Pour le Titulaire	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :

A renseigner par le soumissionnaire.

ARTICLE 10 SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation de certaines prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Seule la sous-traitance des analyses de l'Ytterbium métal enrichi en isotope 176 à une valeur minimale de 96,5 % est autorisée.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire en annexe du Règlement de Consultation).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

ARTICLE 11 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le tribunal administratif territorialement compétent dont dépend le présent marché est le Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Marcoule,

En deux exemplaires originaux en cas de signature manuscrite et en un exemplaire électronique en cas de signature électronique,

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

Nom et Prénom:
Qualité :
Signature :

Nom et Prénom:
Qualité :
Signature :

ANNEXE 1 : CLAUSES GENERIQUES

1) Modalités de livraison

a. Site de Pierrelatte (Pays Union Européenne (UE))

Accueil des livraisons sur rupture de charge, prise en charge directe sauf les cas d'exception infra pour lesquels un accompagnement pour livraison sur site sera opéré.

Les fournitures devront être livrées à l'adresse suivante :

**Orano Cycle - TRICASTIN
Rupture de charge - Sud du Site
RD 204 – 84500 Bollène**

Coordonnées GPS : Latitude 44.3207 / Longitude 4.7275

Tel : Quai interne : 04.75.50.52.36
Tel : Rupture de charge : 04.75.50.52.37

Mention spécifique au chauffeur : Ne pas confondre avec le site EDF ou CNPE TRICASTIN

Mentions obligatoires devant figurer à l'extérieur du colis :

- N° commande CEA
- Nom du fournisseur
- Nom du destinataire
- N° du bâtiment de livraison

Horaires de réception :

Lundi au jeudi : 8h30 – 11h30 et de 13h30 à 15h30

Vendredi : 8h30 – 11h

Condition d'accès :

- Chauffeur Français : Carte d'identité nationale obligatoire
- Chauffeur Etranger : Pièce d'identité ou passeport obligatoire + Transmission de la copie de la pièce par FAX au 04.75.50.71.47 - **48h avant livraison.**

b. Fournitures importées d'un pays tiers (hors Union Européenne (UE))

Le prix est établi sur la base DAP – Rupture de charge ROUMEAS SERVICES, Laudun - l'Ardoise – Incoterms © ICC 2020 (Delivered At Place).

Le Titulaire est responsable de la livraison, y compris des frais de transport jusqu'à l'aire sous douane située à l'adresse de livraison infra. Les frais de douane et la TVA sont pris en charge par le CEA.

Adresse de livraison :

Merci de laisser le bon de livraison sur le colis et d'ajouter une copie de la facture commerciale à l'expédition à l'adresse suivante :

ROUMEAS SERVICES pour le compte du CEA Marcoule
420 rue Paul Sabatier
30290 LAUDUN L'ARDOISE

- Marché n° : 4001/ P..... *(sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché),*

À l'attention de M. BONHOURE Vincent : DES/ISEC/DPME/SEIP/LDPS (Site de Pierrelatte Bâtiment 21-2-3, Installation 32)

Merci d'ajouter clairement les informations suivantes sur le colis :

INFORMATION A L'ATTENTION DE L'EXPORTATEUR :
INSCRIRE SUR L'EMBALLAGE A L'ATTENTION DU TRANSPORTEUR :

Ci-après les modalités de dédouanement du CEA/Marcoule, applicables pour toute importation de pays tiers :

- Ne pas dédouaner, régime T1 (transit),
- La marchandise devra impérativement être dédouanée par le transitaire en douane du CEA/Marcoule :

GPK Services.
P/C CEA Marcoule
Chez ROUMEAS SERVICES
F - 30290 – LAUDUN L'ARDOISE

Tél. : 00.33(0)3.20.68.00.20

Fax : 00.33(0)3.20.68.46.06

Mobile : 06.68.25.35.71

Mail : ivergier@gpk.fr

"Mise en AIRE SOUS DOUANE"

Dédouanement :

Pour permettre à notre commissionnaire en douane de procéder au dédouanement, merci d'envoyer une copie de la facture (pas une facture proforma) + le numéro de MAWB + le document de transit par email à : MAR-CJ-DOUANES@cea.fr impérativement avec les informations suivantes :

À l'attention de M./Mme xxxxxx (Compléter le nom du prescripteur)
Marché n° : 4000/ P.....

2) Jours de fermeture du Centre

Le CEA Marcoule est susceptible de fermer durant la durée d'exécution de l'accord-cadre. A titre informatif et non engageant, cela représente environ 12 jours par année civile.

3) Management qualité – Environnement – Santé – Sécurité

Management de la qualité (ISO 9001)

Le Titulaire appliquera les règles de qualité relatives à la norme ISO 9001 version 2015. Il établira un Plan de Management Qualité (PMQ) relatif aux prestations, qui sera soumis au CEA pour approbation lors de la réunion d'enclenchement.

Environnement (ISO 14001)

Le CEA est responsable de la surveillance de l'environnement et de toute relation dans ce domaine avec les Parties prenantes extérieures au site de Marcoule. En particulier, le CEA fixe les objectifs à atteindre dans le cadre de l'application des dispositions de la norme ISO 14001.

Le Titulaire respecte les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que les engagements volontaires du centre en matière d'environnement, il applique les procédures correspondantes, de manière à réaliser le marché dans le cadre fixé à l'alinéa précédent.

Santé/Sécurité (ISO 45001)

Le Titulaire est informé que le CEA a mis en place un système de management de la santé, de la sécurité, dont la sûreté nucléaire est partie prenante, conformément aux prescriptions du référentiel ISO 45001.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du référentiel ISO 45001 dans le cadre des engagements du CEA en termes de santé et de sécurité.

4) Assurances

En complément de l'article 38.2 des Conditions Générales d'Achat, le Titulaire est informé que les plafonds de garantie et franchises de la police Multirisque souscrite par le CEA pour le Centre de Marcoule sont :

	Plafond de garantie	Franchise par sinistre
Domage de nature conventionnelle	120 000 000 €	600 000 €
Domage de nature nucléaire	120 000 000 €	15 000 000 €

ANNEXE 2 : CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS

Obligation de confidentialité :

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent marché n'ont pas vocation à être publics. Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du CEA :

L'exécution du présent marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- L'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies. Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuiciel.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)		
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

Système d'information :

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité :

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports :

A l'achèvement du marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent marché.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.